

L'ENTRETIEN

Jean-Paul Delahaye

"Des différences de classe"

« On ne prend pas assez la mesure » des élèves perdus de vue dans le confinement, alerte celui qui fut directeur national de l'enseignement entre 2012 et 2014.

LES FAITS

• **Ancien numéro 2 du ministère de l'Éducation** entre novembre 2012 et avril 2014, l'Amiénois Jean-Paul Delahaye a remplacé au poste de directeur général de l'enseignement scolaire (DGESCO) un certain Jean-Michel Blanquer, lorsque Vincent Peillon (PS) est devenu ministre.

Jean-Paul Delahaye, en 1968 déjà, des établissements avaient été fermés. La situation actuelle est-elle donc si inédite pour l'Éducation nationale ?

J'étais élève en 1968. Les fermetures n'avaient duré que quelques jours. Il n'y a rien de comparable. Les autorités, opérateurs et personnels font leur maximum pour assurer une transmission à distance des enseignements. Il n'était donc pas forcément utile d'aller jusqu'à dire que l'on était prêt. Sur-tout après avoir dit quelque temps auparavant que les écoles ne fermentaient pas.

Parce que l'école ne l'était pas ?

Non, on n'était pas prêt. Et ce n'est pas à accuser personne que de le dire. Sauf que l'on a mis une pression sur les enseignants, poussant certains à penser qu'ils devraient continuer le programme sous une autre forme. Ils ont fini par comprendre qu'il fallait plutôt songer à approfondir.

Le ministre n'a donc pas été bien inspiré en parlant de « continuité pédagogique » ?

On n'est pas dans la continuité pédagogique. Cette expression a été utilisée. Il n'y en avait sans doute pas de meilleure à ce moment-là. Son homologue belge a fixé d'emblée les consignes – pas de notion nouvelle, pas de notation, on soutient – maintenant données en France. Je vois sur le terrain des trésors d'imagination déployés par les enseignants. Parfois c'est du bricolage. On fait appel à la presse locale pour proposer des exercices. Des Services civiques s'engagent dans la « solidarité numérique ». Nous avons de la chance d'avoir un service public d'éducation qui tienne la route et qui sait s'adapter.

Mais est-ce suffisant quand le ministre chiffre lui-même entre 5 et 8 % les élèves « perdus » par l'institution lors de ce confinement ? C'est sans doute une hypothèse basse. On a perdu des familles de milieux populaires. Comme l'a dit

un sociologue, le confinement renvoie les enfants à la brutalité des différences de classe. Même si l'école envoie des devoirs, transmettre du savoir, ce sont des interactions, un encadrement, des encouragements. Une partie de la population n'est pas en capacité de faire cela. Y compris pour des raisons d'équipement. L'école, ce n'est pas qu'un lieu d'instruction. C'est aussi un premier recours face aux détresses sociales. Une cantine, qui permet à certains d'avoir le seul repas équilibré de la journée. C'est tout cela qui disparaît avec la fermeture des écoles.

« Je m'agace de ce que l'on nous montre aux journaux télévisés sur la continuité pédagogique, avec des parents de la bourgeoisie, en télétravail. »

Redoutez-vous des effets graves pour eux ?

On ne prend pas assez la mesure de toute cette détresse. Je m'agace de ce que l'on nous montre aux journaux télévisés sur la continuité pédagogique, avec des parents de la bourgeoisie, en télétravail. Les enfants disposent d'une imprimante, d'une chambre individuelle. Notre pays est déjà celui où le poids de l'origine sociale pèse le plus sur les destins scolaires. Cela sera décuplé avec une école fermée.

Faut-il redouter le déconfinement ?

Tout ce travail réalisé, en distanciel sur ordinateur, laissera des traces psychologiques et physiques. Certains auront vécu des décès. Il faudra respecter autant que possible les moments de vacances. Et bien gérer la sortie de confinement.

Pour le bac, au regard

du calendrier, le gouvernement avait-il une autre option que de privilégier le contrôle continu ?

Non. Réunir les élèves pour les faire composer en salle est impossible. On ne sait encore rien du déconfinement. Le ministre a pris une mesure de bon sens, qui suscite d'ailleurs un large consensus. Y compris chez des organisations syndicales hostiles au contrôle continu.

Le bac 2020 aura-t-il une valeur ?

Nous aurons un diplôme républicain, parce que c'est un jury qui le délivrera, au vu de ce que l'élève aura fait sur les 1^{er} et 2^e trimestres. Il permettra d'opérer une forme de

péréquation entre des différences de notation de tel ou tel établissement. On a beaucoup glosé sur le bac 1968. Il n'avait eu que des oraux. Les bacheliers d'alors ont eu les mêmes parcours sociaux et professionnels que ceux des générations antérieures et postérieures. Il est resté comme un bac normal, comme le sera celui de 2020.

« Sur Parcoursup, les décisions prises le sont déjà au vu du contrôle continu. »

Les gouvernements successifs ont tenté d'instaurer davantage de contrôle continu dans le bac. Est-ce le sens de l'Histoire ?

La réforme du lycée engagée est destinée à engager davantage de contrôle continu dans la délivrance du diplôme. Cette culture n'est pas la nôtre. Il faudra s'y habituer. Le bac est devenu trop complexe à organiser, sans que l'on soit certain que cela soit un gage de plus grande justice dans l'évaluation des élèves. La réforme maintient quand même des épreuves

terminales. Les élèves viennent de renseigner Parcoursup. Les décisions prises les concernant le seront déjà au vu du contrôle continu.

Le bac sera évalué, aussi, sur l'assiduité des élèves jusqu'au 4 juillet. L'heure de la reconquête du mois de juin « en gruyère » va-t-elle enfin sonner cette année ?

Cela fait 15 ans au ministère que l'on essaye de le reconquérir. Réduire le nombre d'épreuves et augmenter la part du contrôle continu va justement alléger le mois de juin, pour ne plus en faire un mois largement perdu pour un certain nombre d'élèves.

Au ministère, vous aviez défendu la semaine de 4,5 jours, devant être complétée par une révision du calendrier des vacances. Cette crise ne sera-t-elle pas l'occasion de rouvrir le dossier ? Si ce confinement prive d'école plus encore les enfants des milieux populaires, il nous rappelle aussi qu'on leur avait déjà enlevé une cinquième matinée de classe. Dans le monde, il n'y a que la France qui impose quatre jours de classe à ses élèves. Partout ailleurs c'est cinq jours au moins. À Singapour, dont on vante tant le modèle scolaire, les enfants travaillent 200 jours par an. En France, c'est 140. L'école, c'est fait pour qui ? Pour les adultes ou pour les enfants ? ■

COURRIER-PICARD.FR

L'entretien en intégralité sur notre site Internet

